

ASSEMBLEE DE CORSE

6 EME SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2018

26 ET 27 JUILLET 2018

RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°18-026AC
DE L'ASSEMBLEE DE CORSE DU 16 JANVIER 2018
DETERMINANT LES TAUX LEGAUX APPLICABLES
POUR LE CALCUL DES INDEMNITES DE FONCTION
DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE CORSE,
DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE,
DES CONSEILLERS EXECUTIFS ET DES CONSEILLERS
A L'ASSEMBLEE DE CORSE

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

En application des dispositions de l'article L 4135-17 et L 4422-46 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de l'Assemblée de Corse, les membres de l'Assemblée de Corse, ainsi que le Président du Conseil Exécutif de Corse et les Conseillers Exécutifs perçoivent des indemnités liées à l'exercice de leurs fonctions.

Les indemnités maximales votées par l'Assemblée de Corse sont déterminées en fonction du barème prévu à l'article L 4422-46 du CGCT, lequel s'applique par référence à « *l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique* ».

La préfecture de Corse a, par différents courriers du 5 mars 2018, du 26 avril et du 12 juin 2018, effectué un recours gracieux contre la délibération n°18/026AC du 16 janvier 2018 (article 3), sur l'application de l'indice brut 1027 comme référence de calcul de ces indemnités, suite à la parution d'une note de la DGCL du 29 janvier 2018 précisant qu'au titre de l'année 2018 devaient être maintenus les montants indemnitaires de 2017.

Aussi, je vous propose de voter dans les limites maximales susvisées, le principe du versement de ces indemnités en reformulant l'article 3 de la délibération querellée en faisant référence à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, sans en indiquer la valeur numérique. Ainsi, dans la perspective de son évolution dès 2019, il sera inutile de délibérer à nouveau.

Cette modification aura pour conséquence de procéder à une régularisation du montant des indemnités servies de janvier à juillet 2018. A titre indicatif, la baisse des indemnités sera de l'ordre de 10,98€ à 15,26€ selon le type de mandat des conseillers et de 38,05€ pour les présidents.

Je vous demande de bien vouloir en délibérer.